



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 septembre 2014  
Français  
Original : anglais et français

---

## Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire

Soixante-quatrième session

Genève, 29 septembre - 3 octobre 2014

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**Examen et adoption du Budget-programme  
biennal 2014-2015 (révisé)**

## **Budget-programme biennal pour 2014-2015 du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés**

**Additif**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et  
budgétaires**

GE.14-17402



\* 1 4 1 7 4 0 2 \*

Merci de recycler



## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1-2	3
II. Méthodologie et présentation du budget.....	3-6	3
III. Budget-programme biennal révisé de 2014-2015.....	7-18	4
IV. Rapport du Comité des commissaires aux comptes.....	19-21	6
 Annexe		
<i>Contributions to UNHCR Programmes 2008-2013.....</i>		8

## I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la première version du rapport « Budget-programme biennal 2014-2015 (révisé) du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés » (HCR) (A/AC.96/1136). Lors de l'examen de ce rapport, il s'est entretenu par vidéoconférence avec le Haut Commissaire adjoint et d'autres représentants du Haut Commissaire qui ont fourni d'autres informations et clarifications, et enfin des réponses écrites reçues le 12 septembre 2014.

2. Le Comité consultatif s'est également entretenu avec les représentants du Comité des commissaires aux comptes au sujet de leur rapport d'audit sur le HCR (A/69/5/Add.6). Ses avis et ses recommandations sur les conclusions d'audit contenues dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes seront présentés dans un rapport distinct (A/69/386) à l'Assemblée générale lors de sa soixante-neuvième session, couvrant toutes les entités auditées. La section IV ci-dessous contient quelques questions spécifiques au HCR, soulevées dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes, ainsi que les observations et recommandations du Comité consultatif.

## II. Méthodologie et présentation du budget

3. Le Comité consultatif rappelle qu'en 2009, le HCR a introduit une nouvelle structure budgétaire composée de quatre piliers<sup>1</sup> pour le Budget-programme biennal de 2010-2011, basée sur une évaluation des besoins et non sur la disponibilité attendue des fonds (A/AC.96/1068/Add.1, par. 6 et 8). Le résumé de l'évolution du cycle, de la structure et de la méthodologie budgétaire du HCR au cours de ces dernières années figure dans un précédent rapport du Comité consultatif (A/AC.96/1112/Add.1).

4. Depuis l'examen et l'introduction de la méthodologie budgétaire basée sur les besoins, le Comité consultatif a fait diverses observations et recommandations, concernant en particulier l'écart entre les budgets, les fonds et les dépenses, et les rapports entre les besoins du nombre estimé de personnes relevant de la compétence du HCR et les estimations budgétaires. Le Comité a relevé que le grand écart entre les besoins prévus et les fonds réels rend difficile l'évaluation exacte et instructive de l'impact du déficit de financement (A/AC.96/1125/Add.1, par.11).

5. Le Comité consultatif rappelle également que lors de l'examen du Budget-programme de 2014-2015 du HCR, il a encouragé l'Organisation à consulter son Comité exécutif sur la faisabilité de l'introduction d'un plan de ressources, associé à un budget basé sur les besoins, dans son prochain Budget-programme biennal (A/AC.96/1125/Add.1, par.12). **S'il note l'information fournie par le HCR à l'annexe II du projet de budget révisé pour 2014-2015, il réitère son avis selon lequel la présentation du budget du HCR pourrait bénéficier de la préparation d'un tel plan de ressources qui intégrerait la planification des ressources dans le processus de planification et d'établissement des rapports du HCR, et rendrait le budget plus transparent.**

6. Concernant l'inclusion dans le budget du HCR des informations sur les dépenses réelles et les besoins prévus avec des détails par poste de dépenses comme demandé par le Comité consultatif (ibid., par. 5), celui-ci note que le tableau 14 de l'annexe I du budget révisé présente les dépenses de 2013, le budget actuel de 2014 et le projet de budget de

---

<sup>1</sup> Les quatre piliers sont : le Programme global pour les réfugiés, le Programme global pour les apatrides, les Projets globaux pour la réintégration et les Projets globaux pour les déplacés internes.

2015 par chapitre de dépense pour les activités programmées uniquement (voir par. 7 ci-dessous). **Si le Comité consultatif salue l'inclusion de ces informations, il attend une présentation plus complète permettant d'inclure toutes les activités de l'Organisation.**

### III. Budget-programme biennal révisé de 2014-2015

7. Le Budget-programme pour le biennium 2014-2015, approuvé par le Comité exécutif en octobre 2013, est appelé « budget initial » ; les besoins actualisés pour 2014 sont présentés comme étant le « budget actuel » ; et les estimations révisées pour 2015 sont soumis pour approbation comme étant le « projet de budget » (A/AC.96/1136, par. 5).

#### *Budget actuel de 2014*

8. Au 30 juin 2014, le budget actuel de 2014 s'élevait à 6 236,2 millions de dollars E.-U., ce qui représentait une augmentation de 928,4 millions de dollars E.-U., soit 17,5 %, par rapport au budget initial de 2014, approuvé en octobre 2013, de 5 307,8 millions de dollars E.-U. Selon le HCR, cette augmentation est surtout due à l'établissement de cinq budgets supplémentaires par le Haut Commissaire conformément aux règlements financiers de l'Organisation. Les cinq budgets supplémentaires sont les suivants : Soudan du Sud (415,9 millions de dollars E.-U.), la situation syrienne (289,3 millions de dollars E.-U.), la situation en République centrafricaine (150,8 millions de dollars E.-U.), la situation iraquienne (59,9 millions de dollars E.-U.) et l'intégration du projet d'abris d'urgence/d'articles non alimentaires au Soudan (12,5 millions de dollars E.-U.) (ibid., par. 5 et 15).

#### *Projet de budget de 2015*

9. Le projet de budget de 2015 s'élève à 6 234,5 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 1 055 millions de dollars E.-U., soit 20,4 %, par rapport au budget initial de 5 179,5 millions de dollars E.-U. pour l'année. Le HCR précise que la révision tient compte des résultats de l'évaluation des besoins globaux faite en 2014 (ibid., par. 16). Les tendances prévues des opérations du HCR et de l'allocation des ressources par région sont fournies aux paragraphes 51 à 83 et au tableau II.2 du document du budget révisé pour 2014-2015.

10. Les besoins révisés pour 2014 et 2015 sont structurés par pilier pour les besoins de gestion du Budget-programme biennal selon les règlements financiers du HCR (ibid., par. 17 et tableau I.3). Les informations sur les allocations budgétaires de 2012 à 2015 dans les quatre piliers sont fournies dans le tableau II.1 qui indique les fonds disponibles et les dépenses en 2012 et 2013, le budget actuel de 2014 et le projet de budget de 2015. Le Haut Commissaire affirme également ce qui suit (ibid., par. 46 à 49) :

a) Pilier I (programme pour les réfugiés) : Les besoins estimés représentent 75,8 % du total des besoins actuels pour 2014 et 78,1 % du total des besoins révisés pour 2015. L'augmentation en 2015 est surtout due aux crises de grande ampleur, surtout en Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ;

b) Pilier II (programme pour les apatrides) : Les besoins estimés représentent 1,2 % et 1,3 % du total des besoins en 2014 et 2015 respectivement, sans que des changements majeurs soient attendus ;

c) Pilier III (projets pour la réintégration) : Il est prévu que les besoins se stabiliseraient à 4,6 % et 4,3 % du total des besoins pour 2014 et 2015 respectivement ;

d) Pilier IV (projets pour les déplacés internes) : Les besoins représentent 18,4 % du total du budget actuel de 2014 et 16,3 % du projet de budget de 2015. Cette diminution nette est due à un nombre de facteurs, notamment la diminution attendue au niveau des populations dans certaines opérations (comme en République centrafricaine, au Mali et au Soudan du Sud), et la diminution encore prévue au niveau des populations dans d'autres opérations (comme en République arabe syrienne).

11. Le Budget-programme biennal révisé de 2014-2015 contient deux réserves : la Réserve des opérations et la Réserve pour les « activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat ». La Réserve des opérations est calculée à 10 % du total du budget initial au titre des piliers I et II, s'élevant à 339,5 millions de dollars E.-U. pour 2014 et à 460,4 millions de dollars E.-U. pour 2015. Le HCR propose de maintenir le niveau actuel de crédits annuels de 20 millions de dollars E.-U. au titre de la Réserve pour les « activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat » (ibid., par. 18).

#### *Besoins de postes*

12. Les informations relatives aux effectifs du HCR sont présentées aux paragraphes 32 à 40 du Budget biennal révisé de 2014-2015. Un aperçu des postes par grade, catégorie et lieu d'affectation figure aux tableaux 10 à 12 de l'annexe I du document budgétaire.

13. Le HCR affirme que le nombre de postes au titre du budget révisé de 2015 est de 10 314, ce qui représente une augmentation nette de 260 postes, soit 2,6 % par rapport au niveau de 10 054 postes en juin 2014 (ibid., par. 34). La répartition de cette augmentation nette de 260 postes par fonction et par région se présente comme suit (ibid., par. 36 et 37) :

a) Programmes (106), Appui aux programmes (119) et Gestion et administration (35)<sup>2</sup> ;

b) Les augmentations de postes pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (227) et pour l'Europe (86) – surtout dues aux interventions en Syrie – ainsi que pour le Siège (56), en vue de renforcer l'appui aux divisions, seront compensées par des diminutions pour l'Afrique (74 postes) et pour la région Asie-Pacifique (35 postes).

14. Par ailleurs, le HCR affirme qu'en 2014, il a continué à mettre en œuvre l'Initiative de renforcement des capacités visant à recruter des professionnels en milieu de carrière ayant de l'expertise et de l'expérience professionnelle dans des domaines fonctionnels où il ne dispose pas de capacités internes ou n'en dispose pas suffisamment de disponibles pour répondre à ses besoins opérationnels. Dans le cadre de cette initiative, les bureaux régionaux et les divisions du HCR ont sollicité des postes dans leurs propositions pour 2015 (ibid., par.35). La répartition du nombre total de 106 postes proposés dans le cadre de cette initiative est présentée dans la figure I.B du document budgétaire.

15. Concernant la question du personnel en attente d'affectation, il y avait au 30 juin 2014 dans cette situation 27 fonctionnaires des catégories P-2 à D-1, avec 1 fonctionnaire en attente d'affectation en moins par rapport à la situation au 30 juin 2013 (ibid., par. 38). Concernant les trois fonctionnaires en attente d'affectation du niveau P-2 (ibid., tableau I.10), le Comité a été informé sur demande que deux fonctionnaires avaient été promus du niveau des services généraux à celui d'administrateur en 1996 et 2007 respectivement, et que le troisième avait été recruté en 1998. Un fonctionnaire ayant un profil en matière d'approvisionnement, qui avait servi pendant 7 ans dans des lieux d'affectation relevant de la catégorie D ou E, allait probablement être bientôt placé.

<sup>2</sup> Il y a trois catégories de postes permanents au HCR : les postes de programmes (P) (uniquement sur le terrain) ; les postes d'appui aux programmes (AP) (au Siège et dans les capitales sur le terrain) ; et les postes de gestion et d'administration (GA) (uniquement au Siège) (A/AC.96/1136, par. 33).

Toutefois, le processus, dans ce cas particulier, était ralenti par le fait que le fonctionnaire était en train d'être affecté à un lieu ne relevant pas de la catégorie D ou E. Le Comité a également été informé que, si pour des raisons médicales, il y avait des restrictions sur le déploiement sur le terrain des deux autres fonctionnaires, les possibilités au Siège étaient limitées compte tenu de l'expertise requise. **Le Comité consultatif reconnaît les progrès réalisés par le HCR pour réduire le nombre de fonctionnaires en attente d'affectation, mais il encourage l'Organisation à poursuivre ses efforts à cet égard.**

#### *Budget ordinaire*

16. Le financement du HCR par le Budget ordinaire des Nations Unies est expliqué aux paragraphes 24 et 25 du document du budget révisé. Un total de 220 postes de gestion et d'administration, y compris ceux du Haut Commissaire et du Haut Commissaire adjoint, continueront d'être financés par les crédits alloués au titre du Budget ordinaire pour 2014-2015 (ibid., annexe I, tableau 13). En outre, les provisions du Budget ordinaire couvrent un certain nombre de besoins connexes non liés aux postes et les coûts de sécurité au Siège à Genève. Le HCR affirme qu'à ce niveau, le budget ordinaire finance 33 % de son budget révisé pour les frais de gestion et d'administration au titre du biennium 2014-2015.

#### *Collecte de fonds*

17. Selon le HCR, l'Organisation accroît constamment depuis quelques années ses efforts en matière de collecte de fonds dans le secteur privé. Des particuliers, des sociétés, des fondations et des partenaires nationaux de collecte de fonds ont réuni 191 millions de dollars E.-U. pour le HCR en 2013, contre 130,1 millions de dollars E.-U. en 2012 (ibid., annexe II, par. 12). Par ailleurs, l'Organisation a mis en place une nouvelle stratégie pluriannuelle visant à mobiliser 500 millions de dollars E.-U. auprès de 5 millions de donateurs d'ici 2018, augmentant de ce fait le montant des ressources non affectées issues du secteur privé. En 2015, le HCR mettra l'accent sur la collecte de fonds supplémentaires non affectés auprès des donateurs à travers le monde (ibid., par. 113). Sur demande, il a été fourni au Comité consultatif un tableau à jour de contributions volontaires à l'Organisation de 2008 à 2013 (voir l'annexe ci-dessous).

18. **Le Comité consultatif salue les initiatives lancées par le HCR dans le cadre de ses activités de collecte de fonds et prend acte des ressources supplémentaires obtenues par de telles initiatives. S'il souligne la nécessité de maintenir le soutien constant des donateurs traditionnels, il encourage l'Organisation à poursuivre ses efforts visant à élargir sa base de donateurs.**

## **IV. Rapport du Comité des commissaires aux comptes**

19. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers du HCR pour 2013 et a émis son opinion sans réserve (A/69/5/Add.6). Il a examiné trois domaines principaux des activités de l'Organisation : a) les aspects clés de la situation en République arabe syrienne, avec un accent sur les opérations en faveur des réfugiés en Jordanie ; b) le programme sectoriel pour les services de santé ; et c) la gestion des partenaires d'exécution (étant donné que le HCR dépend énormément des tiers dans les programmes pour les réfugiés et les programmes de santé) (ibid., résumé, par. 5).

20. Sur la troisième question qu'il a soulevée, le Comité des commissaires aux comptes fait observer qu'il n'y a pas de mécanismes permettant de partager avec d'autres acteurs, comme les organismes des Nations Unies, les donateurs ou les banques de développement, les informations sur les partenaires inacceptables ou de mauvaise qualité (ibid., résumé de, par. 27). Le Comité consultatif a appris du rapport du Comité des commissaires aux

comptes que le HCR avait commandé la mise au point d'un portail Internet sur les partenaires permettant à son personnel de partager les connaissances et les expériences sur le travail avec les partenaires dans différents pays, et que cet outil pourrait être utilisé pour améliorer le partage des informations avec d'autres organismes des Nations Unies et l'ensemble de la communauté d'acteurs humanitaires et du développement, si nécessaire (ibid., par. 104 à 106). Pour améliorer le processus de sélection des partenaires, le Comité des commissaires aux comptes recommande que le HCR, en consultation avec les autres organismes des Nations Unies et l'ensemble de la communauté d'acteurs humanitaires, mette au point des mécanismes de partage d'informations sur les partenaires d'exécution. **Le Comité consultatif partage l'avis exprimé par le Comité des commissaires aux comptes sur la nécessité d'améliorer le processus de sélection des partenaires d'exécution du HCR et le partage d'informations sur la performance des partenaires. Il encourage l'Organisation à partager son portail Internet sur les partenaires une fois qu'il sera mis au point et à améliorer, si nécessaire, le partage d'informations avec d'autres organismes des Nations Unies et l'ensemble de la communauté d'acteurs humanitaires et du développement. Il parlera davantage de cette question dans son rapport sur le Comité des commissaires aux comptes, adressé à l'Assemblée générale (A/69/386).**

21. De plus, le HCR affirme que les projets qu'il a financés et qui sont exécutés par des partenaires sont audités par des tiers fournisseurs de services d'audit externe et que les certificats d'audit y relatifs sont appréciés par le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies lorsqu'il émet son opinion sur les états financiers du HCR. En vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la certification d'audit des projets, le HCR est en train de revoir sa politique actuelle fondée sur les seuils monétaires. Il a élaboré une stratégie pour passer à une approche d'audit basée sur les risques, qui entrera en application en 2015 lorsque l'objet à auditer dans les projets sera évalué sur la base de la performance des partenaires, des contrôles internes, de l'environnement opérationnel et d'autres éléments à haut risque comme les achats et les espèces. (A/AC.96/1136, par. 111 et 112). Le Comité des commissaires aux comptes a été informé que le HCR, en matière d'audit, était passé à une approche basée sur les risques. Il affirme qu'il examinera l'efficacité de la nouvelle approche dans les années à venir (A/69/5/Add.6, résumé, par. 28). **Le Comité consultatif attend avec intérêt d'obtenir des informations à ce sujet dans les futurs rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les contributions volontaires gérées par le HCR.**

## Annexe

[Anglais uniquement]

**Contributions to UNHCR Programmes 2008-2013**  
(in United States dollars) \*

DONOR	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Governmental						
Afghanistan					1,000	1,000
Algeria	60,000	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
Andorra	28,384	85,131	75,052	51,591	31,852	23,453
Argentina	30,000		38,922	100,000	226,000	326,000
Armenia					98,712	98,172
Australia	28,229,902	32,873,505	45,104,443	56,537,400	48,644,473	57,522,352
Austria	2,844,137	2,247,678	3,271,699	3,196,776	2,593,834	5,032,660
Azerbaijan	20,000	20,000	20,000	20,000	55,478	36,749
Bahamas		2,000				
Bahrain	10,000		10,000			
Belgium	15,909,379	23,840,967	21,961,676	26,930,127	16,850,476	19,569,244
Bermuda	10,000					
Botswana					113,288	13,288
Brazil		50,000	3,500,000	3,750,034	3,635,936	714,204
Bulgaria	80,892	7,000		8,000	141,792	10,000
Burundi		778				
Canada	42,792,868	45,561,841	46,520,016	58,543,383	64,989,067	75,231,998
Chile	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
China	651,906	250,000	250,000	250,000	474,630	1,475,014
Colombia	25,000		25,000	10,000	1,000,000	172,162
Costa Rica	13,534	14,973	18,142	17,397	15,385	15,000
Côte d'Ivoire				10,000	102,178	
Croatia	62,000	31,000			137,056	70,032
Cyprus	143,098	75,678	82,109	34,409	13,011	13,226
Czech Republic	986,396	549,100	165,189	126,794	337,052	313,380
Denmark	55,779,338	52,132,909	56,768,147	46,850,547	58,139,553	86,486,360
Ecuador		85,000				
Egypt			25,000	25,000		
Estonia	274,896	268,352	155,099	275,644	191,304	525,101
Finland	27,601,063	26,880,561	27,546,837	28,074,419	24,328,164	27,163,702
France	23,578,962	23,209,996	20,055,286	25,981,207	23,259,939	24,320,668
Germany	48,884,187	54,529,973	49,739,460	55,678,221	69,262,446	116,617,788
Greece	2,442,039	1,751,435	550,843	2,130,540	1,436,911	115,445
Holy See	20,000	20,000		20,000	20,000	20,000
Hungary	2,078,075	2,042,668	1,837,023	1,703,995	2,172,522	1,958,644
Iceland	100,000		100,000	202,558	51,000	50,000
India	9,958	2,499,721				
Indonesia					50,000	50,000
Iraq	8,000,000					9,965,812
Ireland	27,261,269	11,849,886	7,738,301	11,196,310	12,090,556	13,030,631
Israel	50,000	50,000	60,000	60,000	100,000	100,000
Italy	44,117,001	15,449,784	11,477,673	7,841,708	12,827,585	10,531,936
Japan	110,871,125	110,553,715	143,494,234	226,106,644	185,379,986	252,939,102
Kazakhstan					169,236	184,999
Kuwait	2,000,000	1,000,000	1,052,265	1,000,000	3,606,762	112,356,762
Kyrgyzstan					67,014	67,014
Latvia	37,608				13,333	88,351
Liechtenstein	392,949	477,116	432,146	331,996	326,236	215,983
Lithuania				20,520	17,986	26,237
Luxembourg	10,079,587	11,077,231	11,135,189	9,964,242	10,515,008	9,740,260

\* Excluding the appropriation from the United Nations regular budget.  
Including contributions towards the Common Humanitarian Pipeline Special Account.



DONOR	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Malta		71 429	20 342	79 082	43 605	117 505
Mexico	101 905	100 000	75 000	50 000	25 000	25 000
Monaco	145 773	157 368	194 805	282 523	252 294	233 766
Montenegro	5 000		6 000			5 000
Morocco	500 000	500 000	1 000 000	1 000 000	1 278 534	1 028 589
Namibia					88 399	88 399
Netherlands	85 493 928	80 617 231	74 079 339	78 561 895	103 432 851	85 568 687
New Zealand	4 546 204	3 500 583	4 428 000	6 238 753	6 024 688	5 128 205
Nigeria					63 735	63 735
Norway	61 048 237	60 642 612	80 974 783	76 109 943	84 862 943	80 177 988
Oman	100 000	2 100 000	100 000	100 000		
Philippines	591	2 000			100 000	
Poland	857 269			809 610	694 879	1 272 774
Portugal	1 595 337	1 779 290	1 638 688	300 000	300 000	195 009
Qatar	50 000		50 000	100 000	100 000	
Republic of Korea	3 016 519	3 228 221	3 000 000	4 696 905	5 144 748	5 946 689
Romania	399 556	590 717		209 245	236 847	267 350
Russian Federation	2 000 000	4 000 000	2 000 000	2 000 000	2 542 110	12 000 000
Saudi Arabia	112 000	6 421 325	20 235 623	112 000	13 698 670	11 523 754
Serbia				63 683	100 000	5 000
Singapore	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Slovak Republic	14 577	14 306	14 430	13 141	64 019	13 569
Slovenia	35 000	110 225	121 193	204 703	115 282	40 706
South Africa	145 985		178 909	610 288	275 005	337 385
Spain	36 059 344	39 539 195	39 169 995	30 893 391	14 916 910	7 596 836
Sweden	105 366 742	107 885 397	111 937 438	118 674 212	118 301 246	128 910 259
Switzerland	25 481 287	25 607 741	25 521 158	31 624 870	37 547 459	45 866 329
Thailand	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Turkey	450 000	400 000	200 000	201 000	500 000	200 000
Turkmenistan					81 792	81 792
Ukraine					125 000	
United Arab Emirates	54 000	30 054 000	4 265 207	500 000	1 698 602	1 843 646
United Kingdom	57 422 861	41 997 362	57 002 306	120 693 340	99 585 966	161 152 531
United States of America	510 251 603	640 726 528	712 220 805	698 168 056	793 470 742	1 041 707 225
Uruguay		10 000	5 000			5 000
Venezuela (Bolivarian Rep. of)	5 000					
Viet Nam					180 000	180 000
<b>Governmental Total</b>	<b>1 350 864 270</b>	<b>1 469 773 528</b>	<b>1 591 878 770</b>	<b>1 739 576 099</b>	<b>1 829 568 085</b>	<b>2 419 045 458</b>
<b>Intergovernmental</b>						
African Development Bank (AfDB)				630 000		
African Union	600 000		650 000	1 015 000	400 000	400 000
Arab Gulf Prog. for UN Dev. Organizations (AGFUND)		165 000	50 000	50 000	357 833	
Council of Europe/Devel. Bank (CEB)	931 934	486 943	30 102	472 046	470 668	
Economic Community Of West African States (ECOWAS)			4 105 198	500 000	3 326 100	
Great Lakes Initiative on HIV/AIDS (GLIA)	840 945	2 816 311	483 088			
Intergovernmental Authority for Development (IGAD)		2 487 596	659 334	863 361		
International Criminal Court (ICC)		68 960				
International Organization for Migration (IOM)			194 341	260 645	132 185	154 461
OPEC Fund for Int'l Dvlpmt (OFID)		1 142 370	1 000 000	989 234	160 792	
The World Bank				10 511 355	18 695 340	
CIRGL - Conf. Int'l Région GL						82 000
<b>Intergovernmental Total</b>	<b>2 372 878</b>	<b>7 167 179</b>	<b>7 172 063</b>	<b>15 291 641</b>	<b>23 542 919</b>	<b>636 461</b>
<b>European Union</b>						
European Union	130 145 776	126 947 661	118 215 496	133 191 382	166 944 813	213 490 514
<b>European Union Total</b>	<b>130 145 776</b>	<b>126 947 661</b>	<b>118 215 496</b>	<b>133 191 382</b>	<b>166 944 813</b>	<b>213 490 514</b>

DONOR	2008	2009	2010	2011	2012	2013
UN - Pooled Funding Mechanism						
Central Fund for Influenza Action (CFIA)	2,970,000	2,970,000	1,235,045			
CERF (Central Emergency Response Fund)	45,679,720	38,382,998	48,103,626	50,154,676	70,023,500	70,436,138
Common Humanitarian Fund (CHF) CAR			250,000	283,000		
Common Humanitarian Fund (CHF) Somalia				2,697,469	3,205,801	410,000
Common Humanitarian Fund (CHF) South Sudan					10,430,326	2,492,998
Common Humanitarian Fund (CHF) Sudan	8,652,697	5,960,912	10,179,074	7,603,182	5,209,361	4,731,021
DRC Pooled Fund	2,496,690	2,661,964	1,828,804	1,798,901	2,114,424	925,471
Emergency Relief Fund		495,783			596,792	504,611
Food and Agriculture Organization (FAO)				15,000	100,000	
Humanitarian Response Fund Ethiopia					639,712	
Stab & Recov Fund in East DRC					1,215,000	
UN Children's Fund (UNICEF)	505,751	1,824,096		663,017		678,479
UN Delivering as One	854,865	430,237	2,169,520	1,363,118	6,775,725	5,037,065
UN Development Programme (UNDP)	230,370	137,283	1,968,610	6,535,279	2,115,240	926,305
UN Global Peace & Security (GPSF)	233,117					
UN High Commissioner for Human Rights (UNHCHR)			400,000	100,000		
UN Millennium Development Goal (UNMDG)	8,024	856,150	1,663,244	1,097,240		
UN Mission in Sudan (UNMIS)	4,637					
UN Peacebuilding Fund (UNPBF)	514,980	1,532,261	1,869,719	8,654,922	3,394,414	164,128
UN Population Fund (UNFPA)			221,305	486,375	681,331	436,200
UN Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)	3,702,568	3,632,659	4,250,000	4,629,145	4,900,000	4,968,500
UN Stabilization & Recovery-DRC			760,024	270,000		
UN Trust Fund for Intl Coop Dev				71,964		
UN Trust Fund Human Security (UNTFHS)	1,060,273	1,986,284	1,951,625	1,980,186	678,321	837,296
UNDG Iraq Trust Fund			823,150	731,830		
World Health Organization (WHO)				5,000		
UN Act ag Sex. ViolenceConflict		58,514				151,940
UN Dptmt of Economic & Social						410,880
UNDP/UNHCR TSI Joint Programme						1,564,619
UNOPS						11,948
World Food Programme (WFP)		100,000	139,340		9,266,261	202,030
<b>UN - Pooled Funding Mechanism Total</b>	<b>66,913,692</b>	<b>61,029,142</b>	<b>77,813,086</b>	<b>89,140,304</b>	<b>121,346,208</b>	<b>94,889,630</b>
Private						
Total Private Donors	47,817,109	50,710,726	68,752,869	111,075,292	130,111,116	191,026,635
<b>Private Total</b>	<b>47,817,109</b>	<b>50,710,726</b>	<b>68,752,869</b>	<b>111,075,292</b>	<b>130,111,116</b>	<b>191,026,635</b>
<b>Grand Total</b>	<b>1,598,113,726</b>	<b>1,715,628,236</b>	<b>1,863,832,284</b>	<b>2,088,274,719</b>	<b>2,271,513,142</b>	<b>2,919,088,698</b>